



L'ALERTE...

M. Blum a demandé l'aggravation des peines qui frappent la publication de fausses nouvelles de nature à troubler les relations internationales...

1831

LA LIBERTÉ

Journal politique du soir, fondé en 1831

N° 26.731 DIRECTEUR : DESIRÉ FERRY

30 cent.

★ ★

PARIS, VENDREDI 15 JANVIER 1937

30 cent.

DIRECTION 122, Rue Réaumur, 11° 73° ANNÉE
ADMINISTRATION Tél. : Gutenberg 81-30 NOUVELLE SERIE

...PASSÉE

...Le premier justiciable de cette sévérité excessive ne paraît-il pas devoir être un sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères ?

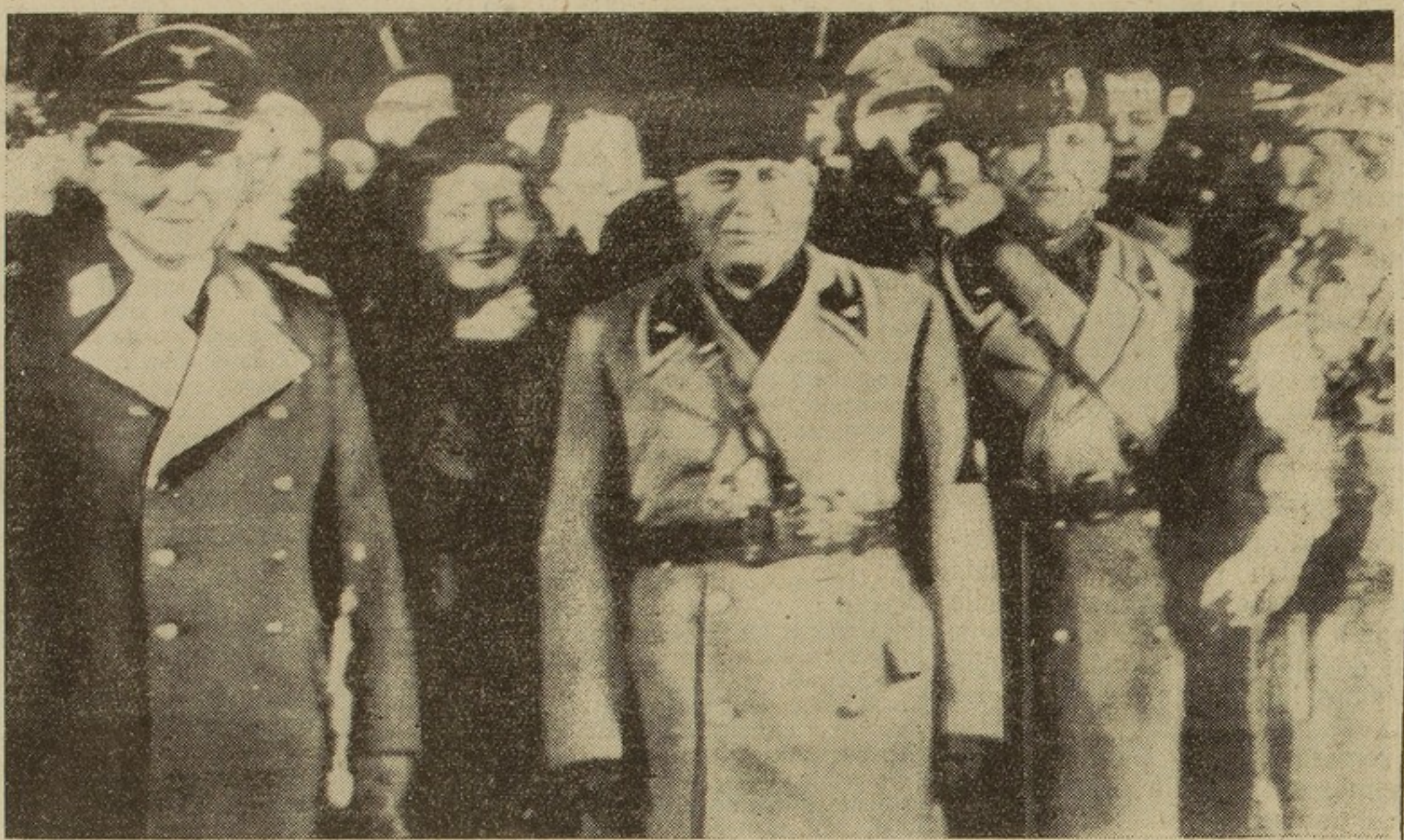


1865

L'AMITIÉ ITALO-ALLEMANDE

LE GÉNÉRAL GOERING a été reçu ce matin par le roi Victor-Emmanuel

il confère cet après-midi avec M. Mussolini, puis il assistera ce soir à une réception officielle donnée en son honneur au Palais de Venise



L'arrivée, cette nuit, du général Goering à Rome. De gauche à droite : le général Goering, la comtesse Ciano, M. Mussolini, le comte Ciano et Mme Goering. (Par belinogramme.)

Interdira-t-on les enrôlements pour l'Espagne ?

Le jeu parlementaire, tel qu'on le pratique depuis sept mois, est, pour la France, plein de danger à l'extérieur.

L'Europe apprendait, ce matin, que la commission de législation civile de la Chambre avait entériné la proposition Desboms, interdisant et sanctionnant l'enrôlement des volontaires pour l'Espagne. Quinze voix de gauche contre sept voix d'opposition, tels sont les chiffres. Ils sont assez surprenants, car il s'agissait d'un texte sur lequel s'étaient mises d'accord les grandes associations d'anciens combattants aux tendances très diverses : l'U. N. C., l'U. F., la Fédération des blessés du poudron, etc.

Les raisons de ce vote ? Elles sont de deux ordres : d'une part, les communistes déclarent qu'ils considèrent la proposition Desboms comme une proposition « fasciste », — mot commode dont on qualifie tout ce qui ne convient pas à Moscou. Au vrai, les communistes veulent que continuent les enrôlements. Voilà, pour eux, la vraie raison de leur attitude.

D'autre part, quelques députés ont voulu débayer le terrain devant le projet de loi gouvernemental qui sera déposé aujourd'hui. Ce projet a pour but d'accorder au gouvernement une délégation de pouvoir pour régler la question des volontaires. Jamais on n'a vu un gouvernement si friand des pleins pouvoirs que ses membres refusaient, en criant à la dictature, quand leurs prédecesseurs les réclamaient dans l'intérêt public.

En demandant la délégation, le gouvernement Blum n'a qu'un but : éviter le débat parlementaire où s'accuserait l'opposition des communistes à toute interdiction des enrôlements.

Muni de pleins pouvoirs, le gouvernement pourrait rassurer les communistes et le citoyen Jouhaux. Il déclarerait que les mesures prévues seraient appliquées dans une forme telle qu'ils ne doivent pas avoir d'inquiétude, et que, du reste, elles n'entraveraient en vigueur que le jour où les autres nations les auraient appliquées loyalement. Cette réserve permettrait la temporisation et ouvrirait la porte aux chicanes.

On aura ainsi fait le nécessaire pour éviter à l'intérieur les difficultés qui, à chaque instant, se produisent dans la majorité.

Mais on n'aura pas obtenu, au dehors, l'effet résultant de l'interdiction.

Nous sommes toujours en face du même danger : les grands intérêts internationaux de notre pays sont sacrifiés, sans pitié, aux misérables combinaisons de la politique de parti. La séance continue.

On ne mettra fin à ces pratiques, préjudiciables à notre prestige extérieur, qu'en chassant le ministère asservi aux communistes.

Messieurs les sénateurs, êtes-vous prêts ?

Desiré FERRY.

Rome, 14 janvier. — Le général Goering est arrivé hier soir à Rome. Il était accompagné de Mme Goering, du prince de Hesse, de son aide de camp, le colonel Bodonschatz, et de son chef de cabinet, M. Gritzbach.

Par le même train sont arrivés Mme Attolico, femme de l'ambassadeur d'Italie à Berlin, le comte Magistrati, premier conseiller.

M. von Hassel, ambassadeur d'Allemagne près le Quirinal, entouré de tout le personnel de l'ambassade et du groupe des représentants de la presse du Reich, en uniforme national-socialiste, se trouvaient sur le quai de la gare, où étaient également présents M. Starace, secrétaire du parti fasciste, le préfet, le gouverneur de Rome, les délégués de l'armée, de la marine et de l'aéronautique, ainsi que les hautes autorités civiles et militaires.

M. Mussolini, le comte et la comtesse Ciano, suivis par les hauts fonctionnaires du ministère des affaires étrangères et du ministère de la presse et de la propagande, ont souhaité la bienvenue au général Goering pendant que la compagnie d'honneur présentait les armes et que la musique jouait les hymnes nationaux des deux pays.

Lorsque le général Goering, M. Mussolini, le comte Ciano et les autres personnalités présentes, ayant traversé le salon royal, sont sortis sur la place de la Gare, des applaudissements sont partis d'une foule compacte, évaluée à cinquante mille personnes.

Le programme de la journée. Ce matin, le général Goering et sa suite se sont rendus au Soudat inconnu, où une gerbe de fleurs nouée aux couleurs italo-allemandes a été déposée. Il a été reçu ensuite en audience spéciale par le roi, puis a assisté à un déjeuner officiel, offert en son honneur à l'ambassade d'Allemagne. Dans l'après-midi, il s'entretenait avec M. Mussolini, et, dans la soirée, aura lieu, au palais de Venise, un dîner officiel suivi d'une réception en l'honneur de la mission allemande.

Attentat à la liberté

Voici ce que l'on peut lire, dans le « Populaire » de ce matin :

« Montétiard. — Le Secrétariat social des usines Peugeot avait annoncé à grand fracas, pour lundi, une conférence donnée par l'écrivain fasciste Claude Farrere.

« Dès 19 h. 30, les abords de la salle étaient occupés par 2.000 manifestants.

« La réunion, bien entendu, n'eut pas lieu.

C'est clair. Nous sommes devant une atteinte criante à une liberté inscrite dans la loi.

« Devant un acte de « fascisme » — « Etouffer par la violence la voix de l'adversaire, c'est ça, le fascisme », disait l'un des derniers M. Jean Zay, à la fameuse réunion radicale de l'Hôtel Continental.

« Or, cette atteinte à la liberté est louée dans le propre journal du président du Conseil, chargé, à peine de forfaiture, de faire respecter la liberté de tous.

« On demande une fois encore à M. Léon Blum, président du Conseil, s'il partage les responsabilités de M. Léon Blum, directeur du « Populaire ».

Deux candidats médiateurs

*** Si le Dr Schacht n'est pas venu à Paris, le général Goering est allé à Rome. Ceci compense cela.

Le principal collaborateur du Führer-chancelier ne devait, dit-on, faire en Italie qu'un voyage d'agrément. On veut bien admettre aujourd'hui qu'il s'agit d'un déplacement officiel. L'accueil solennel qu'a reçu cette nuit l'envoyé de M. Hitler, les acclamations de la foule convoquée à cet effet, la présence de M. Mussolini lui-même sur le quai de la gare attestent que la cordialité des rapports italo-allemands subsiste.

Au lendemain du gentlemen's agreement avec l'Angleterre, cette affirmation acquiert une valeur supplémentaire.

*** L'objet des conversations engagées à Rome n'est autre que l'ensemble des réalités européennes. Par la faiblesse de certains hommes politiques, par l'astuce diabolique de certains autres, toutes les questions, désormais, sont liées. On veut parler de l'Espagne, et c'est l'accord franco-soviétique que l'on met en cause ; on aborde le problème de l'Europe centrale et l'entente germano-italienne intervient. La France a un différend avec la Turquie quant au sandjak d'Alexandrette, et la Grande-Bretagne fait connaître ses desiderata.

La localisation des difficultés est, désormais, un casse-tête insoluble.

*** Les entretiens de Rome ne seront donc pas limités. Ils embrasseront l'ensemble des relations européennes.

Les positions respectives des deux interlocuteurs ne sont pas identiques. Elles ont pourtant des lignes de coïncidence. On pourrait les comparer à deux triangles aux angles différents, bâtis sur un côté commun, l'opposition au communisme. Les efforts de Rome et de Berlin tendent à créer une similitude par l'établissement d'une même ligne d'action à l'égard de l'Angleterre. Autrement dit, ils travaillent au rapprochement italo-germano-anglais.

*** La France, dans ce cas, se trouverait-elle donc isolée ? Non, sans doute. Mais toutes les questions étant liées, on l'amenait de la sorte à transiger au cours de négociations collectives ; à subir une pression insupportable, à la fois morale, politique, économique et financière ; à abdiquer, par amour réel de la paix, au profit des autres.

En l'espèce, il y a en Europe deux candidats au rôle de médiateur : la Grande-Bretagne et l'Italie. Qui l'emportera ?

La partie prenante reste l'Allemagne. La partie payante est toujours l'empire français.

Raoul de NOLVA.

CE MATIN A L'ÉLYSÉE

Les ministres ont examiné la question des volontaires pour l'Espagne

Le projet de loi approuvé ce matin sera déposé aujourd'hui sur le bureau de la Chambre

Le premier Conseil des ministres de la nouvelle année fut bref. La délibération commencée à 10 h. 30 s'est terminée peu après midi.

La plus grande partie de la séance fut consacrée, comme on le pense, à l'examen de la situation internationale.

Après avoir fait un exposé des négociations menées ces jours derniers, tant à Berlin qu'à Londres, au sujet des affaires d'Espagne, M. Yvon Delbos a donné connaissance à ses collègues d'un projet de loi relatif à l'interdiction du recrutement et de l'envoi des volontaires en Espagne.

Après une discussion assez prolongée, il fut décidé que ce projet de loi serait déposé ce soir, à 17 heures, sur le bureau de la Chambre et que le gouvernement en demanderait, sinon la discussion immédiate, du moins une discussion des plus rapides par une procédure parlementaire expéditive.

Le débat en séance publique commencera très vraisemblablement dès demain au Palais-Bourbon.

On donna lecture au Conseil de la longue liste des interpellations déposées tant au Sénat qu'à la Chambre. Il fut entendu que le gouvernement se déclarerait prêt à discuter aussi rapidement que possible au Palais du Luxembourg les interpellations sur la défense nationale déposées par MM. Lémery et Gautherot.

Dans les milieux officiels on déclare, en effet, que le Conseil désirerait s'exprimer complètement sur cette question devant la Haute Assemblée. Par contre, à la Chambre, le gouvernement estime que la discussion des interpellations ne pourrait commencer utilement que vers le 26 janvier.

En ce qui concerne l'ordre du jour des Chambres, on envisage le dépôt d'un grand projet d'aide sociale et concernant l'institution du fonds de chômage et la création de pensions pour les vieux travailleurs. Mais ce projet nécessite, comme on le pense, une mise au point préalable entre les ministres intéressés, c'est-à-dire entre les ministres de la Santé publique, du Travail et surtout des Finances, puisque la grande question reste le financement de ce projet.

Par ailleurs, un long échange de vues a eu lieu sur l'application de la semaine de 40 heures dans les chemins de fer. Le ministre des Travaux publics a bien donné lecture du texte de son projet de décret, mais il a semblé qu'une nouvelle étude des modalités envisagées devait être effectuée.

Aussi, le gouvernement a-t-il décidé de consacrer, lundi prochain, une sorte de conférence interministérielle pour l'examen de ce projet.



Un cargo espagnol, chargé de marchandises pour les gouvernements, a été obligé de retourner à Plymouth d'où il était parti. On remarquera l'âge des membres de l'équipage.

(Lire nos informations en troisième page)

Le « citoyen » Marceau Pivert, collaborateur direct de M. le président du Conseil et grand maître de la radio, fait connaître, dans le Populaire, les propositions qu'il compte développer devant le prochain Conseil National du Parti Socialiste.

Si le Parti Socialiste se range à l'opinion du « citoyen » Marceau Pivert, il devra condamner :

Toute politique de paix sociale et d'union sacrée ;
La campagne contre les occupations d'usines ;
L'effacement de l'assemblée issue du suffrage universel devant le Sénat conservateur ;
La sarabande des milliards jetés dans le gouffre des armements ;
LES APPELS REPETES A L'UNION DEVANT LE PERIL EXTERIEUR ET LES SCANDALEUSES JOURNEES DU 16 OCTOBRE (DEFENSE PASSIVE) OU DU 11 NOVEMBRE 1936 (UNION SACREE.)

Autrement dit, le « citoyen » Marceau Pivert se prononce CONTRE LA DEFENSE NATIONALE, POUR LES SOVIETS ET POUR LA GUERRE CIVILE.

M. le président du Conseil, qui laisse paraître l'énoncé d'un tel programme dans le Populaire, EST-IL D'ACCORD, SUR TOUTES CES POINTS, AVEC SON COLLABORATEUR ?

Mais, en fait, n'est-ce pas le « citoyen » Marceau Pivert qui est dans la VRAIE DOCTRINE SOCIALISTE ?

LA VIE CHÈRE EN MARCHÉ

Modestes boulets et tête de moineau rivalisent de zèle vers la hausse

L'orgueilleux anthracite bat tous les records avec 26 010 d'augmentation

Vous les rencontrerez chaque matin, ces longues voitures noires traînées par de calmes chevaux, philosophes et penseurs, charriant de porte en porte les sacs de charbon qui vont chasser l'humidité, faire reculer le froid, arrêter l'offensive de la grippe.

Ils vont bientôt valoir leur pesant d'or, ces humbles sacs qui représentent pour tant de malheureux l'espoir d'un peu de bien-être, d'un peu de douce chaleur.

Allez voir votre « bougnat », ce brave homme à la vie rude, au mâle visage couvert de noir poussière, ce grand silencieux qui ne connaît que son travail et passe la moitié de sa vie dans les caves.

Il sortira de sa poche un calepin sur lequel s'inscrivent des chiffres angoissants.

Angoissants, parce que c'est l'hiver et qu'après le pain cher, la viande chère, le vêtement cher, le charbon à son tour est entré dans la danse, prenant le départ dans cette course à la hausse qui risque d'être sans fin.

Vous êtes modeste. Vous vous contenterez de boulets, sur une grille, pour la soirée.

Ils vous en coûtent 285 francs en janvier 1936. Les boulets du Front populaire sont à 343. Votre maison moderne est dotée du chauffage individuel dans

lequel brûle doucement le galetin. Vous l'aviez payé 390 l'an dernier. Le Front populaire, bon prince, vous le laisse à 435.

Ménagère économe, vous confiez à votre fourneau de cuisine le soin de chauffer vos deux pièces et vous le bourrez de têtes de moineaux. Le Front populaire les avait trouvées à 395. Il les a fait monter à 459.

Médecin, avocat, votre cabinet de travail s'orne d'une salamandre qui répand une tiédeur agréable. Vous faites provision d'anthracite. Le Front populaire vous fait l'agréable surprise de vous le vendre 465. Il n'était qu'à 430 l'hiver dernier.

Vous êtes frileux, vous ne regardez pas à la dépense, et c'est en Angleterre que vous allez chercher ce bienheureux anthracite, symbole immuable et brillant malgré sa noirceur, de l'amitié franco-anglaise. Elle est sans prix, cette amitié ; elle est en hausse constante depuis que M. Blum s'est chargé d'y veiller. Vous pourriez en avoir le témoignage chateaufort pour 540 francs l'année passée. Le Front populaire s'enorgueillit de l'avoir porté à 661.

— C'est la reprise, a proclamé M. Spinasse.

Celle des prix, sans aucun doute.

François HUILOT



A la gare Saint-Lazare, MM. Planchenault, inspecteur des monuments historiques, et Dautry, directeur des chemins de fer de l'Etat (au premier plan), ont inauguré hier l'exposition « Les Grandes Abbayes ».

Une cérémonie à la mémoire de Jean Mermoz

7 décembre 1936. Il y a plus d'un mois, déjà, que la Croix-du-Sud a disparu à jamais.

Simple et émouvante cérémonie du souvenir qui a réuni à midi, à Notre-Dame-de-Paris, une foule si nombreuse que les voûtes de la grande basilique ne parvenaient pas entièrement à la contenir.

Dans la nef principale, derrière le maître-autel, les couleurs françaises, immense étendard drapant le fond du chœur. Aux premiers rangs, on reconnaissait le colonel de La Rocque, les membres du bureau directeur du Parti Social Français, Mme Mermoz et les parents de tous ceux qui ont trouvé la mort à bord de la Croix-du-Sud. Derrière eux, avant la foule, avaient pris place de très nombreuses personnalités du monde politique et militaire.

Tandis que le chanoine Merret, directeur de la Mairie, qu'accompagnait M. de Saint-Martin aux grandes orgues, entamaient les chants funèbres, la messe commença, célébrée par M. l'abbé Guy Bougnol, père franciscain, qu'entouraient un diacre et un sous-diacre. La cérémonie était présidée par Mgr Beausart, évêque d'Elate, représentant Son Eminence Mgr le cardinal Verdier.

On reconnaissait, dans le chœur, les chanoines Pénion et Pradel, supérieurs du collège Massillon, où Jean Mermoz fit ses études.

Une enquête à organiser

Il est impossible de lire sans un émoi profond le récit des déceptions qu'ont subies les Français qui sont allés, trompés par les propagandistes du Front populaire, et croyant défendre la liberté, s'enrôler dans l'armée rouge espagnole.

Tous nos compatriotes, s'ils savaient ce qui se passe, devraient être d'accord pour empêcher que ne se poursuive, au grand chagrin des familles françaises, cette exploitation sanguinaire, dont les victimes sont souvent de tout jeunes gens.

Pourquoi, dans le dessein d'établir la vérité, n'organiserait-on pas une enquête officielle, contradictoire, où tous les témoignages utiles seraient recueillis ?



Voici M. Gasnier-Duparc, ministre de la Marine, à Bou-Saada. L'Excellence a abandonné son navire de guerre pour le « Vaisseau du désert ».

13 h. 50. — Mélodies par Henriette Delli-
ge : *Chanson d'amour et de soucis* (Geor-
gic et Riquadon ; Pierre Chaminade) ;
Summer Days (Eric Coates) ;